



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 13/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LORCA (Cons la Grandville)**

54870 Cons-la-Grandville

Références : 2025\_0491  
Code AIOT : 0006200123

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2025 dans l'établissement LORCA (Cons la Grandville) implanté 54870 Cons-la-Grandville. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LORCA (Cons la Grandville)
- 54870 Cons-la-Grandville
- Code AIOT : 0006200123
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LORCA exploite sur le territoire de la commune de Cons-la-Grandville une exploitation de

SILO ainsi qu'un centre de stockage et de distribution de produit pétrolier.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                       | Référence réglementaire                                    | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 2  | contrôle périodique - non conformités majeures          | Code de l'environnement du 07/11/2011, article R. 512-59.1 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 3  | modification apportée par le déclarant à l'installation | Code de l'environnement du 11/12/2009, article R.512-54    | Demande d'action corrective  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                              | Référence réglementaire                                  | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1  | Contrôle périodique de certaines installations | Code de l'environnement du 07/11/2011, article R. 512-57 | Sans objet        |
| 4  | Implantation                                   | Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.1            | Sans objet        |
| 5  | décanteur-séparateurs d'hydrocarbures          | Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.2            | Sans objet        |
| 6  | extincteurs                                    | Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.1          | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait réaliser des travaux pour lever la non conformité majeure relevée lors du contrôle périodique réalisé en 2023.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Contrôle périodique de certaines installations**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/11/2011, article R. 512-57   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, périodicité du contrôle   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de "management environnemental" a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité |

par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation" ou "EA").  
[...]

#### Constats :

Les contrôles périodiques concernent les rubriques ICPE suivantes :

- a) 2160 : Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables
- b) 4734 : Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution
- c) 1434 : Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts

1. Dates des contrôles périodiques effectués :

- 06/06/2018 : contrôle effectué pour les 3 rubriques
- 05/06/2023 : contrôle effectué pour les 3 rubriques

Les contrôles ont été réalisés dans le respect de la périodicité maximale de cinq ans pour toutes les rubriques concernées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : controle périodique - non conformités majeures

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 07/11/2011, article R. 512-59.1

**Thème(s) :** Situation administrative, non conformités majeures

#### Prescription contrôlée :

Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.

Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.

Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.

« L'organisme agréé informe le préfet et l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures dans un délai d'un mois à compter de la constatation d'un des cas suivants :

« 1° S'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai prévu au premier alinéa ; « 2° S'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai prévu au deuxième alinéa ; « 3° Si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant. »

Cette information comprend l'envoi, selon le cas, d'un extrait du rapport de visite initial

|   |
|---|
| mentionnant les non-conformités majeures, de l'échéancier de mise en conformité ou d'une copie du rapport complémentaire.   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le 5 juin 2023, lors du contrôle périodique, une non-conformité majeure concernant la rubrique 4734 a été identifiée.</p> <p>Conformément aux exigences réglementaires, l'exploitant était tenu de soumettre un échéancier détaillant les mesures qu'il entendait prendre pour remédier à cette non-conformité dans les trois mois suivant la réception du rapport de visite initiale. Or, ce document n'a pas été transmis dans le délai imparti.</p> <p>Par ailleurs, les travaux requis pour corriger la non-conformité n'ont pas été réalisés dans le délai maximal d'un an, tel que stipulé par la réglementation.</p> <p>L'organisme de contrôle a respecté ses obligations en informant l'inspection des installations classées dans le délai imparti. Les documents relatifs à la non-conformité ont été transmis.</p> <p>L'exploitant déclare que les travaux correctifs ont finalement été menés à bien le 29 janvier 2025.</p> <p>L'exploitant a initié une demande de visite de contrôle complémentaire. Cette visite a pour objectif de vérifier la levée de la non-conformité majeure et de rétablir la conformité de l'installation.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle levant la non-conformité majeure.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

**N° 3 : modification apportée par le déclarant à l'installation**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/12/2009, article R.512-54  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, modification apportée par le déclarant à l'installation   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II. Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.</p> <p>S'il estime que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle déclaration.</p> <p>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.</p> <p>[...]</p> |
| <b>Constats :</b>   |

|  |
|--|
| <p>L'exploitant a procédé à des modifications structurelles significatives sur son site, qui incluent la démolition de trois anciens silos. En remplacement, il a construit de nouveaux silos plats.</p> <p>L'exploitant déclare que ces modifications n'affectent pas le classement de l'installation par rapport à la rubrique 2160.</p> <p>L'exploitant n'a pas déclaré cette modification.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit déclarer la modification en ligne à l'adresse suivante :<br/> <a href="https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920">https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920</a><br/> pour mémoire le numéro AIOT de l'exploitation est le : 0006200123</p>                                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>   |

#### N° 4 : Implantation

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.1</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les réservoirs sont installés de façon à ce que leurs parois soient situées aux distances minimales suivantes mesurées horizontalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réservoir enterré : à 2 mètres des limites du site ainsi que des fondations de tout local sans lien avec l'exploitation du réservoir ;</li> <li>- réservoir aérien : à 30 mètres des limites du site.</li> </ul> <p>Les réservoirs aériens peuvent être implantés à une distance inférieure des limites du site en cas de mise en place d'un mur coupe-feu EI 120 permettant de maintenir les effets létaux sur le site. Les éléments de démonstration du respect des règles en vigueur le concernant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique. Les distances entre réservoirs aériens ne sont pas inférieures à la plus petite des distances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le quart du diamètre du plus grand réservoir ;</li> <li>- une distance minimale de 1,50 mètre lorsque la capacité totale équivalente du stockage est inférieure ou égale à 50 m<sup>3</sup> et de 3 mètres lorsque la capacité précitée est supérieure à 50 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le réservoir aérien est situé à moins de 2 mètres des limites du site, mais protégé par un mur coupe-feu EI 120 dont la conformité a été validée par l'organisme de contrôle périodique. La distance entre réservoirs aériens respecte la réglementation : le plus grand réservoir mesure 3 mètres de diamètre, soit une distance minimale de 0,75 m. L'exploitant a effectué des travaux le 25/01/2025, portant la séparation à 80 cm.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 5 : décanteur-séparateur d'hydrocarbures**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, décanteur-séparateur d'hydrocarbures  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique ou sont éliminés dans une installation dûment autorisée.<br>Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est aménagé pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le séparateur est accessible. L'exploitant présente une facture attestant l'entretien, réalisé le 13/02/2025 par l'entreprise Malezieux.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 6 : extincteurs**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, extincteurs   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :<br>[...]<br>- d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et notamment dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Les extincteurs sont installés sur l'ensemble du site, y compris dans les zones à risques spécifiques, et sont bien visibles et facilement accessibles.<br>La vérification des extincteurs a été réalisée en février 2025.<br>Les agents d'extinction utilisés sont compatibles avec les feux d'hydrocarbures.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |